

F. POPULAIRE

pensable à la poursuite ultérieure de sa lutte, en n'avancant que les revendications susceptibles de rallier à lui toute une série de partis bourgeois.

Le caractère étroit et sans perspectives de la politique du PCF apparaît à un tel point que M. Thorez a jugé bon de se justifier: « Il n'y a pas de contradiction entre la lutte pour défendre et étendre les droits démocratiques, et la lutte pour le socialisme, qui signifie l'épanouissement d'une démocratie supérieure. C'est en se battant chaque jour pour le maximum de liberté qu'on prépare la libération totale des travailleurs ».

Encore une fois, le secrétaire général du PCF balance entre la vulgaire banalité et l'incohérence bornée. C'est à cette dernière que semblent aller toutefois ses préférences. Car, si ses remarques sont, d'un point de vue général, à peu près justes, elles n'ont, par rapport à la politique stalinienne, aucune valeur. En effet, les luttes les plus immédiates pour la défense des libertés ne peuvent, par quelque mystérieux mécanisme, aboutir d'elles-mêmes à la victoire du socialisme. Elles doivent faire partie intégrante d'un programme d'ensemble qui, se centrant sur les revendications les plus urgentes, comporte une série de mots d'ordre capables de développer la lutte des travailleurs jusqu'au niveau le plus élevé, celui de l'Etat qu'il s'agit d'abattre et de briser. Où est le programme du PCF? Nous connaissons les revendications immédiates qui se situent toutes dans le cadre de la « légalité républicaine ». Voici l'objectif plus général de la lutte à mener: « Rassembler rapidement tous ceux, sans distinction, qui sont attachés à la mise en application de tout ou partie du contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956 ». Aux termes de ce contrat se trouvaient une solution pacifique en Algérie, la détente internationale, l'amélioration des conditions de vie de la population laborieuse, la dé-

fense laïque, l'opposition aux menées fascistes. Est-ce là un programme de nature à constituer une étape vers l'instauration du socialisme? Nullement; il s'agit là de revendications tellement générales qu'elles peuvent servir de couverture à n'importe quelle politique *bourgeoise*. Ayant déjà été fort utiles à Mollet, elles peuvent servir à d'autres politiciens encore.

Quel est donc le but poursuivi par M. Thorez? On le découvre facilement en relevant les nombreuses références faites par lui ou par Duclos à 1934. L'imagination politique de ces deux leaders ne dépasse pas le niveau des analogies historiques les plus sommaires. En 1934, le fascisme menaçait, mais la riposte ouvrière a été plus forte, le Pacte d'Unité d'Action puis le Front Populaire sont nés. Aujourd'hui, la réaction est puissante, la classe ouvrière se prépare à la lutte, le PCF doit jouer son rôle de « facteur subjectif »: il doit se préparer à une alliance avec les partis démocratiques (voyez plutôt le parti radical mendessiste). Et, pour ce faire, il faut être unitaires pour deux, atténuer son programme (tout ou partie du contrat du 2 janvier), de façon à ne pas heurter les alliés éventuels de demain qui ne voudraient pas d'action ayant un caractère de classe.

Ce que veut Thorez? Renouveler l'alliance avec des partis bourgeois qu'a été le Front Populaire, sans pour autant répéter les luttes ouvrières qui ont marquées les années 30. Front Populaire à la sauvette, qui est à l'image même du marxisme frauduleux de la direction stalinienne.

FRONT UNIQUE SANS PRINCIPES

C'est à J. Duclos, dont les qualités de bateleur ne sont plus à démontrer, qu'est revenu l'honneur de tirer les leçons tactiques de l'orientation nouvelle. Avec la subtilité dialectique qui le caractérise, il a consacré un long passage aux rapports existant entre Front Populaire et Front Unique. Il a notamment conclu que l'alliance, en un Front Populaire, avec toutes sortes de démocrates et de patriotes pouvait précéder et aider la constitution du Front Unique de classe. Aussi, l'alliance avec les socialistes n'est-elle plus le préalable à toute action.

Traduit en français usuel, tout ceci signifie que, pratiquement, la direction du PCF va chercher désormais des alliances dans tous les secteurs, sans s'obnubiler sur la SFIO. Dans le cadre de la situation actuelle, cela veut dire que le PCF prend ses distances avec le *gouvernement Mollet* et cherchera, au *Parlement*, d'autres alliances. Sur le caractère de celles-ci, le programme avancé par le Comité Central nous a déjà renseigné. Et il n'y aurait guère matière à s'attarder sur ce sujet, si une certaine confusion ne pouvait naître des jeux de mots de Duclos.

Avant tout, qu'est-ce que le Front Populaire? L'alliance avec les classes moyennes, pensent beaucoup de militants du PCF. Mais, en fait, ce n'est là que le prétexte du Front Populaire, dont le contenu véritable a été, en 36 comme en 44, *l'alliance avec la bourgeoisie*. Lorsque la direction stalinienne parle de Front Populaire, elle n'envisage pas autre chose; et, dans ces conditions, placer la réalisation de Front Populaire au premier plan signifie soumettre les luttes ouvrières aux alliances avec la bourgeoisie.

Le Front Unique, dans un tel cadre, n'est qu'un moyen d'arriver à un regroupement plus large, sans caractère anticapitaliste. Il ne s'agit plus dès lors qu'un authentique Front Unique qui ne peut avoir pour base que les revendications et l'action prolétariennes.

POUR UN PROGRAMME D'UNITE D'ACTION

C'est pourtant par le Front Unique que la classe ouvrière peut aller de l'avant... Mais il n'est pas d'unité d'action valable sans définition d'un programme qui, répondant aux aspirations de l'ensemble des travailleurs, les incite à lutter pour son application, quelles que soient leurs appartenances politiques.

A l'heure actuelle, les deux centres d'un tel programme sont *la lutte contre la guerre d'Algérie, la lutte pour les revendications*. Généraliser à l'échelle nationale ces deux combats, les doter de mots d'ordre précis: telles sont les tâches les plus nécessaires de la période. Entrant dans une lutte d'ensemble, la classe ouvrière apparaîtrait comme une force capable d'apporter une solution à la situation actuelle. Elle serait amenée alors à formuler dans le détail les réponses qu'elle apporterait aux difficultés du pays; son programme revendicatif deviendrait un *programme de gouvernement*, comportant une série de mesures (nationalisations sous contrôle, épuration de l'appareil d'Etat, alliance avec les peuples coloniaux, etc.) qui porteraient atteinte à la domination du capitalisme.

C'est dans cette perspective que se place l'alliance avec les classes moyennes. Ses formes sont imprévisibles, mais son contenu doit être précis: il s'agit d'un accord sur la base des solutions et du programme de gouvernement de la classe ouvrière. Il n'y a là aucun sectarisme: le programme d'unité d'action des travailleurs n'est pas le programme du socialisme, mais seulement l'ensemble des mesures les plus immédiates capables d'apporter une solution progressive à la crise française. Nous voilà loin du Front Populaire, de la défense antifasciste conçue comme l'étalage de vertus républicaines, au lieu de l'offensive ouvrière.

Telle est pourtant la voie de l'action révolutionnaire en France. C'est sur une telle base que peuvent se développer les organismes de lutte des travailleurs. Et il est dérisoire de voir le Comité Central du PCF se pencher avec anxiété sur le travail de masse. Les remèdes magiques de Servin ont déjà été proposés avant lui par Lecœur et tous les autres secrétaires d'organisation qui l'ont précédé. Ils n'ont, en l'absence d'une politique révolutionnaire, aucune efficacité réelle. Ils montrent seulement le divorce existant entre la politique du PCF et les aspirations des travailleurs.

Seule une politique de Front Unique prolétarien peut satisfaire ceux-ci.

Jean ROBLIN.

« rectification » du P.C. chinois

« campagne de rectification de son style de Tse Tung dont le contenu n'a pas encore été disposons que d'articles du « Journal du ne se trouve développée. Peu à peu y appa- nsons utile de reproduire dès maintenant des i ont été abordés par la direction chinoise.

Il souligne que la masse du peuple participe de façon directe au travail productif mais qu'en général il lui est difficile d'exercer directement le pouvoir gouvernemental. Par conséquent, elle est plutôt portée à examiner les questions d'une manière partielle et à attacher surtout de l'importance aux intérêts immédiats et fragmentaires. Il lui est difficile de comprendre une situation dans son ensemble et par dessus tout et avant tout les immenses difficultés de la construction socialiste. Les dirigeants, eux, exercent directement le pouvoir gouvernemental et par conséquent ils peuvent apercevoir les intérêts collectifs et à long terme mais négliger facilement la situation spécifique et les besoins immédiats du peuple.

En tout cas — souligne l'éditorial — les contradictions qui existent au sein du peuple même sont de celles qui surgissent à partir d'une base commune d'intérêts fondamentaux et ne sont pas d'une nature antagoniste. Elles sont complètement différentes des contradictions qui existent entre l'ennemi de classe et nous, qui, elles sont des contradictions antagonistes provenant du choc d'intérêts fondamentaux différents. Les méthodes à employer face aux contradictions au sein du peuple même doivent être différentes en principe de celles employées contre les contradictions entre l'ennemi de classe et nous. La façon correcte de procéder avec de telles contradictions doit provenir d'un désir de parvenir à l'unité, à travers des critiques ou une lutte, pour réaliser ainsi une nouvelle unité comportant de nouvelles contradictions.

L'éditorial souligne que, dans les conditions présentes, les contradictions entre les masses et la direction résultent surtout des méthodes bureaucratiques de travail de celle-ci. Pour surmonter ce bureaucratisme, toutes les coopératives de production agricoles, les coopératives artisanales, les entreprises de l'Etat, les entreprises mixtes étatiques et privées, les organisations gouvernementales et les écoles devraient très activement intensifier et étendre la vie démocratique dans leurs rangs, perfectionner divers systèmes de démocratie et donner libre jeu à un style de travail hautement démocratique.

L'éditorial continue: Ce qui est également nécessaire pour surmonter les contradictions entre le peuple et la direction, c'est le renforcement continu du travail idéologique et politique parmi les masses de façon à élever le niveau de leur compréhension politique.

L'éditorial préconise que les Comités du Parti communiste, à tous les échelons et, en particulier, les premiers secrétaires des Comités du Parti assument la charge du travail de l'éducation politique et idéologique des masses.

REPONSE DE CHOU-YANG, DIRECTEUR ADJOINT DU SERVICE DE PROPAGANDE A DES JOURNALISTES ETRANGERS

« Dans cette situation toute nouvelle de la construction du socialisme, le Parti Communiste manquait d'expérience. L'industrialisation devait être réalisée, mais en même temps les besoins du peuple devaient aussi être satisfaits. Des contradictions ne pouvaient manquer de naître entre le peuple et les diri- (Suite page 9).